

**Commentaires de Bouygues Telecom sur les Orientations de l'ARCEP suite à la première phase des travaux d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la mutualisation des réseaux de fibre optique.  
(7 mai 2009)**

***Remarques de principe sur la mutualisation des réseaux de fibre optique***

- Ainsi que Bouygues Telecom a eu l'occasion de l'exprimer lors de la consultation publique de l'ARCEP sur le déploiement et la mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre optique en juin 2008, il n'est pas réaliste de penser, eu égard aux investissements considérables à réaliser, que les 3 ou 4 acteurs identifiés en France aient tous la capacité d'assumer un déploiement national ou de grande envergure, même coordonné. Plus probablement, Orange est le seul opérateur à en avoir les moyens, au-delà des initiatives publiques locales probables. Dans l'état actuel des décisions concernant la fibre, le jeu concurrentiel et les critères de rentabilité laisseront ainsi subsister de larges zones « blanches », d'où une fracture numérique préjudiciable à un développement harmonieux des territoires.

Les nombreuses études parues récemment sur la Fibre Optique confirment cette analyse, en constatant qu'une certaine concurrence par les infrastructures ne pourra s'exercer que sur environ 20% de la population, correspondant à Paris et aux grandes métropoles, alors que, sur le reste de la France, il ne devrait exister (au mieux) qu'une seule infrastructure fibre optique.

De fait, si l'objectif des 20% de la population peut sembler réaliste, nous encourageons l'ARCEP à ne pas généraliser une situation qui, aujourd'hui, ne concerne globalement que Paris *Intra Muros* (PIM).

- C'est pourquoi Bouygues Telecom propose que les principes fixés pour une mutualisation des infrastructures prennent en compte les limites de la concurrence en distinguant quatre zones et non deux, comme semble l'envisager l'Autorité :
  1. Une zone « concurrentielle », correspondant à Paris *intra muros*, où un investissement significatif de plusieurs opérateurs est susceptible de se rentabiliser en raison de la densité de population et parce que le déploiement des infrastructures est facilité en raison des égouts visitables.

2. Une zone où deux opérateurs pourront déployer concurremment un réseau de fibre optique, du fait d'un marché suffisant permettant d'atteindre, a priori, le seuil de rentabilité. Cette zone correspond aux grandes métropoles françaises, où la prise de risque est envisageable par l'investisseur.
  3. Une zone de monopole naturel, où seul Orange sera présent, du fait des infrastructures (fourreaux, chambres, câbles et fibres) dont il dispose déjà, et de sa capacité d'investissement.
  4. Enfin, le reste du territoire, où aucun opérateur n'investira de lui-même et où l'intervention publique (Etat et collectivités territoriales), avec des financements appropriés et à travers des montages pouvant associer des acteurs privés, sera essentielle pour désenclaver les zones blanches. Cette zone concerne plus de la moitié des communes métropolitaines.
- Dans les quatre zones ci-dessus, il sera impératif d'imposer aux opérateurs propriétaires de réseaux une obligation de fournir des offres de gros de dégroupage : ces offres devront permettre un accès à la fibre dans des conditions économiques et d'accessibilité raisonnables et non discriminatoires, qui tiennent compte du risque de l'investisseur.

Toutefois, le dégroupage des fourreaux, sur lequel l'ARCEP semble vouloir s'arrêter en matière de régulation pour la partie horizontale, est insuffisant pour contribuer au développement d'une concurrence effective : en effet, cette mesure ne permet pas aux acteurs d'entrer sur le marché en utilisant les différentes phases de l'échelle d'investissement (*bitstream*, location de fibre, investissement fibre) ; en outre, l'asymétrie d'information concernant les infrastructures existantes est telle qu'elle ne permet pas d'exploiter ce dégroupage des fourreaux.

De plus, il convient de rappeler que France Télécom, au travers des prix de dégroupage élevés qu'il facture à ses concurrents, tient compte dans ses tarifs de provisions pour renouvellement de ses infrastructures ; ces infrastructures étant désormais renouvelées en fibre optique, il est légitime que ceux-ci puissent y avoir accès autrement que via des offres de *bitstream*.

- Enfin, s'agissant de la situation du point de mutualisation (PM), il est important de rappeler que conformément aux dispositions de la loi LME (L. 34-8-3), le principe selon lequel le PM doit être situé en dehors des limites de propriété privée et permettre le raccordement effectif d'opérateurs tiers, doit être maintenu, et les cas dérogeant à ce principe doivent rester exceptionnels.
- Bouygues Telecom entend également préciser que l'absence de reprise de l'existant (architectures déployées et conditions de déploiement), dans les

immeubles déjà équipés en dehors des zones très denses, devra néanmoins permettre à un opérateur tiers de raccorder un client situé dans cet immeuble.

### **Réponse au questionnaire :**

Eu égard aux commentaires ci-dessus, nous considérons que le présent questionnaire ne traite que de la première zone, à savoir Paris *intra muros*, et donc d'une partie seulement de la question du déploiement de la fibre sur le territoire. Il est donc essentiel que l'Autorité intègre également la question des autres zones, telles que définies ci-dessus, où le déploiement concurrentiel sera limité, voire absent.

*Question : l'Autorité invite les acteurs à définir le périmètre correspondant selon eux aux zones très denses, a priori sous la forme d'une liste de villes, ou sur la base de tout autre critère qui leur semblerait pertinent.*

Si Bouygues Telecom partage la définition de la zone très dense proposée, elle ne semble applicable qu'à la ville de Paris où la densité de population et l'existence d'égouts visitables permet un modèle économique pour de multiples infrastructures fibre et donc à une concurrence effective de se mettre en place.

*Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter la démarche de l'Autorité en dehors des zones très denses ainsi que les modalités d'implication des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de la mutualisation.*

En dehors des zones très denses, nous appelons l'ARCEP à considérer que les réflexions doivent être structurées en fonction des éléments suivants :

- 1) Comme exposé *supra*, il convient de prendre en compte la différence de nature concurrentielle entre les différentes zones, hors ZTD, à savoir concurrence limitée, monopole naturel d'Orange, et absence d'investissement privé ; chacune de ces typologies appellera des solutions spécifiques, étant entendu que le modèle proposé pour les ZTD n'y sera pas transposable.
- 2) La finalité commune dans tous les cas de figure doit rester l'accessibilité à la fibre, en privilégiant le développement de la concurrence : aussi, l'imposition de conditions instaurant le développement complémentaire d'une concurrence par les services est indispensable, car seule une telle approche est de nature à permettre à de nouveaux acteurs, voire à des acteurs dont la

capacité d'investissement est plus modeste que celle de l'opérateur historique, de gravir les échelons de l'échelle d'investissement.

- 3) L'accessibilité à la fibre suppose son dégroupage.
- 4) Le coût de l'infrastructure FO « horizontale » implique, au plan économique, pour rester dans des conditions de rentabilité proches de celles de l'ADSL, la reconnaissance du monopole d'Orange en matière d'infrastructure sur la majorité du territoire, hormis lorsque :
  - plusieurs infrastructures sont possibles dans les zones équipées d'égouts visitables (limité à Paris *intra muros*).
  - Deux infrastructures sont a priori rentables, dans les zones urbaines à forte densité, là où des fourreaux existants seront réutilisés.

Il convient de rappeler par ailleurs qu'aucune solution alternative à la fibre optique n'est connue aujourd'hui. Le LTE, dernière évolution des normes 3G ne pourra être considéré comme une solution compétitive par rapport à la fibre (débit moyen insuffisant).

- 5) Le GPON installé actuellement par Orange ne permet sur la fibre Orange qu'une offre de dégroupage « *bitstream* », qui permet à Orange de limiter les services offerts par ses concurrents (ex : débit limité à 20Mbits, ou surtaxe associée à des services fortement consommateurs en bande passante) et de proposer des offres non répliquables par ses concurrents. En cas de maintien de cette architecture, il nous paraît inévitable d'instaurer une régulation des conditions de dégroupage en *bitstream* protégeant l'intensité concurrentielle.
- 6) En conséquence des deux points précédents, il nous paraît nécessaire d'imposer à celui ou ceux qui déploient l'infrastructure « horizontale » de déployer plusieurs fibres (moyennant une rémunération équitable de cet investissement) afin de créer les conditions réglementaires d'un maintien de la concurrence au niveau actuel en permettant la location d'une fibre horizontale par opérateur (chacun opérant sa propre infrastructure le cas échéant).

Il serait paradoxal que le même régulateur, qui cherche à augmenter le niveau de concurrence sur le mobile par la création d'un 4<sup>ème</sup> acteur, favorise sur le fixe des conditions de déploiement qui auront inévitablement pour conséquence d'y limiter le nombre des acteurs.

Nous soutenons par ailleurs l'initiative de l'ARCEP visant à encourager les collectivités à investir en PPP là où les fourreaux existants ne sont pas utilisables et/ou la densité de population est plus faible, pour créer une infrastructure neutre et partageable.

- 7) Dans le contexte de localisation du PM sur les NRA, il nous apparaît également indispensable que l'Autorité impose une offre régulée pour le raccordement des sites NRA aux sites NRO.

*Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter ces orientations, ainsi que le document « mode opératoire » issu de la première phase des travaux et décrivant un processus possible pour l'exercice de l'option de pose de fibre surnuméraire.*

Bouygues Telecom n'est pas en mesure de prendre position sur cette question.

*Question : l'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur les réponses suivantes apportées à la question posée par le législateur :*

- en zones denses, le point de mutualisation peut se situer dans la propriété privée dans le cas d'immeubles raccordés à des égouts visitables ou comportant un nombre minimal de logements, avec un seuil possible de 12 ou de 24 logements.*
- En dehors de ces zones très denses, le point de mutualisation se situe en principe hors de la propriété privée, sauf dans les cas qui pourraient éventuellement être fixés ultérieurement par l'Autorité.*

Pour Bouygues Telecom, il est indispensable de reproduire les conditions du dégroupage de la boucle locale cuivre, qui a permis l'émergence de nouveaux acteurs, le développement de la concurrence et le succès de l'ADSL.

A cet effet, il est nécessaire de pouvoir disposer de paliers d'investissement et d'un dégroupage de la fibre optique au NRO dans la zone économiquement viable (Paris).

En dehors des zones très denses (en l'espèce, Paris), le point de mutualisation doit se situer au NRO ; à défaut, il pourrait être situé en dehors des limites de propriété privée ou en pied d'immeuble, à condition de pouvoir y accéder depuis le NRO, soit via une location de fibre tierce, soit directement avec sa propre fibre.

*Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter le mécanisme proposé au regard des enjeux commerciaux et opérationnels qu'ils identifient dans la fourniture de services à très haut débit et la gestion du réseau interne de l'immeuble.*

Bouygues Telecom privilégie la seconde option.

*Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter les principes tarifaires proposés et à indiquer s'ils estiment nécessaire de moduler le cas échéant ses modalités d'application en fonction des territoires.*

Bouygues Telecom est d'accord sur le principe proposé ; toutefois, il conviendra que les acteurs se mettent d'accord sur un modèle, en particulier sur la détermination du taux de rémunération du capital, qui devra être équitable.

Par ailleurs, concernant cette question, Bouygues Telecom souhaite rappeler la nécessité de rendre accessibles les informations de déploiement à tous les concurrents, y compris aux opérateurs qui n'ont pas conclu une convention d'accès prévue à l'alinéa 3 de l'article L. 34-8-3 du CPCE.